

- voor de verse producten (met inbegrip van verse kaas) 4,5 m<sup>3</sup>/m<sup>3</sup> verwerkte melk
- § 2. Wat betreft de vervaardiging van ijs en sorbetijs (rubriek 15.52) bedraagt het referentievolume :
- voor consumptieijs 4,5 m<sup>3</sup>/m<sup>3</sup> verwerkte melk
  - voor sorbetijs 3,5 m<sup>3</sup>/m<sup>3</sup> verwerkte melk

Onderafdeling IV. — Analyse- en monsternemingstechnieken

**Art. 5.** Voor de monsternemingen en de analyse van de gezamenlijke parameters bedoeld in de artikelen 2 en 3 van deze sectorale voorwaarden wordt gebruik gemaakt van de technieken die tegenwoordig toegepast worden of goedgekeurd zijn door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest.

Onderafdeling V. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

**Art. 6.** Het koninklijk besluit van 2 augustus 1985 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de zuivelindustrie in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, wordt opgeheven.

**Art. 7.** Voor de inrichtingen die in werking zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan de bevoegde overheid voorzien in voorwaarden die niet zo streng zijn als deze sectorale voorwaarden. Die bijzondere voorwaarden zijn hoe dan ook gelijk aan de vorige vergunning. De geldigheidsduur ervan verstrijkt uiterlijk 31 oktober 2007.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2003.

**Art. 9.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 959

[2003/200317]

**16 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon  
portant condition sectorielle eau relative à la fabrication du sucre**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, rendu le 15 février 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 25 septembre 2002,

Arrête :

CHAPITRE UNIQUE. — *Champ d'application et condition de déversement.*

*Section 1<sup>re</sup>. — Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions s'appliquent aux installations ou activités reprises à la rubrique n° 15.83 : fabrication de sucre.

Ces conditions ne s'appliquent pas aux déversements d'eaux usées provenant de :

- 1° la production de lactose;
- 2° la fabrication de glucose, de sirop de glucose, de maltose;
- 3° la fabrication d'édulcorants de synthèse.

Pour l'application du présent arrêté, le secteur est subdivisé en sous-secteurs répartis comme suit :

1° sous-secteur I : râperies et sucreries qui comprennent les rubriques suivantes :

- n° 15.83.01 : râperies de betteraves;
- n° 15.83.02 : sucreries comprenant une râperie;
- n° 15.83.03 : sucreries sans râperie (traitement de jus);

2° sous-secteur II : raffineries de sucre, rubrique 15.83.04;

3° sous-secteur III : usines pour la fabrication d'inuline, rubrique n° 15.83.05 et usines pour la fabrication d'oligofructose et de fructose;

4° sous-secteur IV : raffineries d'oligofructose.

**Art. 2.** Les concentrations à ne pas dépasser reprises dans le présent chapitre sont des résultats d'analyses sur des échantillons sur 24 heures. Les échantillons sont toujours filtrés avant de les analyser (sauf échantillons pour l'analyse des matières en suspension).

Si le résultat d'analyse pour un paramètre normé dépasse de moins de 20 % la norme, un nouvel échantillon sur 24 heures sera analysé. Si le résultat d'analyse pour ce même paramètre ne dépasse plus la norme, la norme est respectée.

**Art. 3.** Du point de vue des déversements pour le sous-secteur I<sup>re</sup>, l'année est subdivisée en deux périodes :

- première : du 1<sup>er</sup> septembre au 31 janvier;
- deuxième : du 1<sup>er</sup> février au 31 août.

*Section II. — Conditions de déversement du sous-secteur I*

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Conditions de déversement en eau de surface ordinaire.

**Art. 4.** Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire pendant la première période respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6,5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6,5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en 5 jours à 20 °C et en présence d'allyl thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser :

- 35 mg d'oxygène par litre pour une usine traitant 15 000 t de betteraves par jour ou plus;
- 45 mg d'oxygène par litre pour une usine traitant moins de 15 000 t de betteraves par jour;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser :

- 135 mg d'oxygène par litre pour une usine traitant 15 000 t de betteraves par jour ou plus;
- 160 mg d'oxygène par litre pour une usine traitant moins de 15 000 t de betteraves par jour;

4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg par litre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);

6° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

7° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

8° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

9° la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 12 mg N par litre;

10° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

11° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

**Art. 5.** Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire pendant la seconde période respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6,5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6,5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en 5 jours à 20 °C et en présence d'allyl thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser :

- 90 mg d'oxygène par litre pour une usine traitant 15 000 t de betteraves par jour ou plus;
- 120 mg d'oxygène par litre pour une usine traitant moins de 15 000 t de betteraves par jour;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 450 mg d'oxygène par litre;

4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 90 mg par litre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 ml par litre au cours d'une sédimentation statique de 2 heures;

6° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

7° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

8° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

9° la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 12 mg N par litre;

10° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

11° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

**Art. 6.** Le déversement des eaux usées provenant des râperies de betteraves dans les eaux de surface ordinaires est interdit en première période.

**Art. 7.** Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire par les râperies respectent en outre les conditions suivantes en seconde période :

- la teneur en azote total des eaux déversées ne peut dépasser 24 mg N par litre.

**Art. 8.** Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire par les sucreries comprenant une râperie respectent en outre les conditions suivantes en première période : la teneur en azote total des eaux déversées ne peut dépasser :

- 32 mg N par litre pour une usine traitant plus de 15 000 t de betteraves par jour;
- 50 mg N par litre pour une usine traitant moins de 15 000 t de betteraves par jour.

**Art. 9.** Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire par les sucreries comprenant une râperie respectent en outre les conditions suivantes en seconde période : la teneur en azote total des eaux déversées ne peut dépasser :

- 50 mg N par litre pour une usine traitant plus de 15 000 t de betteraves par jour;
- 70 mg N par litre pour une usine traitant moins de 15 000 t de betteraves par jour.

**Art. 10.** Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire par les sucreries sans râperie respectent en outre les conditions suivantes en première période : la teneur en azote total des eaux déversées ne peut dépasser :

- 32 mg N par litre pour une usine produisant plus de 1 000 t de sucre par jour;
- 50 mg N par litre pour une usine produisant moins de 1 000 t de sucre par jour.

**Art. 11.** Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire par les sucreries sans râperie respectent en outre les conditions suivantes en seconde période :

- la teneur en azote total des eaux déversées ne peut dépasser :
- 50 mg N par litre pour une usine produisant plus de 1 000 t de sucre par jour;
- 70 mg N par litre pour une usine produisant moins de 1 000 t de sucre par jour.

#### Sous-section II. — Conditions de déversement en égouts publics

**Art. 12.** Le déversement d'eaux usées dans les égouts publics est interdit.

#### Sous-section III. — Volumes de référence

**Art. 13.** Le volume de référence est de :

- râperies de betteraves : 220 l par tonne de betteraves traitées;
- sucreries avec râperie (première période) : 550 l par tonne de betteraves traitées;
- sucreries avec râperie (deuxième période) : 220 l par tonne de betteraves traitées;
- sucreries sans râperie (première période) : 950 l par tonne de betteraves traitées;
- sucreries sans râperie (deuxième période) : 80 l par tonne de betteraves traitées.

**Art. 14.** Si une râperie déverse ces eaux usées via la sucrerie avec laquelle elle est liée, la sucrerie sans râperie aura comme volume de référence la somme des volumes de référence de la sucrerie sans râperie et de la râperie liée pour le tonnage de betteraves concerné.

#### Section III. — Conditions de déversement du sous-secteur II

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Conditions de déversement en eau de surface ordinaire

**Art. 15.** Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6,5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6,5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en 5 jours à 20 °C et en présence d'allyl thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 30 mg d'oxygène par litre;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 105 mg d'oxygène par litre;

4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg par litre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 ml par litre au cours d'une sédimentation statique de 2 heures;

6° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

7° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

8° la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg N par litre;

9° la teneur en azote total des eaux déversées ne peut dépasser 30 mg N par litre;

10° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

11° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

12° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

## Sous-section II. — Conditions de déversement en égouts publics

**Art. 16.** Le déversement d'eaux usées dans les égouts publics est interdit.

## Sous-section III. — Volumes de référence

**Art. 17.** Le volume de référence est de 3 m<sup>3</sup> par tonne de produit fini.

## Section IV. — Conditions de déversement du sous-secteur III

**Art. 18.** Du point de vue déversement pour le sous-secteur III, l'année est subdivisée en deux périodes :

- première : du 15 août au 14 janvier;
- deuxième : du 15 janvier au 14 août.

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Conditions de déversement en eau de surface ordinaire

**Art. 19.** Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire pendant la première période respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6,5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6,5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 °C et en présence d'allyl thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg d'oxygène par litre;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 275 mg d'oxygène par litre;

4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg par litre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 ml par litre au cours d'une sédimentation statique de 2 heures;

6° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

7° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

8° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

9° la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 6 mg N par litre;

10° la teneur en azote total des eaux déversées ne peut dépasser 27 mg N par litre;

11° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

12° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

**Art. 20.** Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire pendant la seconde période respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6,5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6,5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 °C et en présence d'allyl thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 100 mg d'oxygène par litre;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 450 mg d'oxygène par litre;

4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 120 mg par litre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 ml par litre au cours d'une sédimentation statique de 2 heures;

6° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

7° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

8° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

9° la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 12 mg N par litre;

10° la teneur en azote total des eaux déversées ne peut dépasser 50 mg N par litre;

11° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

12° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

## Sous-section II. — Conditions de déversement en égouts publics

**Art. 21.** Le déversement d'eaux usées dans les égouts publics est interdit.

## Sous-section III. — Volumes de référence

**Art. 22.** Le volume de référence est de 650 l par tonne de matière première traitée pendant la première période et de 250 l par tonne de matière première traitée pendant la seconde période.

## Section V. — Conditions de déversement du sous-secteur IV

Sous-section I<sup>re</sup>. — Conditions de déversement en eau de surface ordinaire

**Art. 23.** Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6,5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6,5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 °C et en présence d'allyl thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 50 mg d'oxygène par litre;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 375 mg d'oxygène par litre;

4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 120 mg par litre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 ml par litre au cours d'une sédimentation statique de 2 heures;

6° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

7° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

8° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

9° la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 9 mg N par litre;

10° la teneur en azote total des eaux déversées ne peut dépasser 40 mg N par litre;

11° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

12° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

## Sous-section II. — Conditions de déversement en égouts publics

**Art. 24.** Le déversement d'eaux usées dans les égouts publics est interdit.

## Sous-section III. — Volumes de référence

**Art. 25.** Le volume de référence est de 15 m<sup>3</sup> par tonne de produit fini.

## Section VI. — Méthodes d'analyse et d'échantillonnage

**Art. 26.** Les méthodes à suivre pour les échantillonnages ainsi que pour l'analyse de tous les paramètres repris dans les articles 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 15, 19, 20 et 23 de la présente condition sectorielle sont celles actuellement utilisées ou approuvées par le laboratoire de référence de la Région wallonne.

## Section VII. — Mesures transitoires, abrogatoires et finales

**Art. 27.** L'arrêté royal du 2 octobre 1986 déterminant les conditions sectorielles de déversement, dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics, des eaux usées provenant de l'industrie du sucre ainsi que des râperies de betteraves est abrogé.

**Art. 28.** Pour les établissements existants à l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'autorité compétente peut prescrire des conditions particulières moins sévères que les présentes conditions sectorielles. Néanmoins, ces conditions particulières seront au moins équivalentes à l'autorisation antérieure. La durée de validité de ces conditions particulières ne peut dépasser le 31 octobre 2007.

**Art. 29.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2003.

**Art. 30.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 janvier 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 959

[2003/200317]

**16. JANUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung  
über die sektorbezogenen Bedingungen für Wasser im Bereich der Zuckerherstellung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 15. Februar 2002 abgegebenen Gutachtens der "Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution" (beratende Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung);

Aufgrund des am 25. September 2002 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats,

Beschließt:

EINZIGES KAPITEL — Anwendungsbereich und Ableitungsbedingungen

*Abschnitt I — Anwendungsbereich*

**Artikel 1** - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die in der Rubrik Nr. 15.83: Zuckerherstellung angeführten Anlagen oder Tätigkeiten anwendbar:

Diese Bedingungen finden keine Anwendung auf die Ableitungen des Abwassers aus:

- 1° der Produktion von Laktose;
- 2° der Herstellung von Glukose, Glukosesirup und Maltose;
- 3° der Herstellung von synthetischen Süßstoffen.

Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses wird der Sektor wie folgt in Untersektoren aufgeteilt:

1° Untersektor I: Saftfabriken und Zuckerfabriken, die folgende Rubriken enthalten:

- Nr. 15.83.01: Rübensaftfabrik;
- Nr. 15.83.02: Zuckerfabrik mit Saftfabrik;
- Nr. 15.83.03: Zuckerfabrik ohne Saftfabrik (Saftbehandlung);

2° Untersektor II: Zuckerraffinerien, Rubrik 15.83.04;

3° Untersektor III: Fabriken zur Herstellung von Insulin, Rubrik 15.83.05 und Fabriken zur Herstellung von Oligofruktose und Fruktose;

4° Untersektor IV: Oligofruktoseraffinerien.

**Art. 2** - Die in dem vorliegenden Kapitel angeführten Konzentrationen, die nicht überschritten werden dürfen, sind die Analyseergebnisse von Proben während 24 Stunden. Die Proben werden stets vor der Analyse filtriert (mit Ausnahme der Proben zur Analyse der Schwebstoffe).

Wenn das Analyseergebnis für einen genormten Parameter die Norm um weniger als 20% überschreitet, wird eine neue Probe während 24 Stunden analysiert. Wenn das Analyseergebnis für denselben Parameter die Norm nicht mehr überschreitet, gilt die Norm als eingehalten.

**Art. 3** - Hinsichtlich der Ableitungen für den Untersektor I, wird das Jahr in zwei Perioden eingeteilt:

- erste Periode: vom 1. September bis zum 31. Januar;
- zweite Periode: vom 1. Februar bis zum 31. August.

*Abschnitt II — Ableitungsbedingungen für den Untersektor I*

Unterabschnitt I — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser

**Art. 4** - Für das während der ersten Periode in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6.5 und 9 liegen. Wenn das Abwasser aus der Benutzung eines gewöhnlichen Oberflächenwassers und/oder Grundwassers stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Wassers, wenn er über 9 oder unter 6.5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Abwassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20°C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf folgende Werte nicht überschreiten:

- 35 mg Sauerstoff pro Liter für eine Fabrik, die mindestens 15 000 t Rüben pro Tag behandelt;
- 45 mg Sauerstoff pro Liter für eine Fabrik, die weniger als 15 000 t Rüben pro Tag behandelt;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf folgende Werte nicht überschreiten:

- 135 mg Sauerstoff pro Liter für eine Fabrik, die mindestens 15 000 t Rüben pro Tag behandelt;
- 160 mg Sauerstoff pro Liter für eine Fabrik, die weniger als 15 000 t Rüben pro Tag behandelt;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0.5 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

6° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

8° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30°C nicht überschreiten;

9° der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 12 mg N pro Liter nicht überschreiten;

10° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

11° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

**Art. 5** - Für das während der zweiten Periode in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6.5 und 9 liegen. Wenn das Abwasser aus der Benutzung eines gewöhnlichen Oberflächenwassers und/oder Grundwassers stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Wassers, wenn er über 9 oder unter 6.5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Abwassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20°C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf folgende Werte nicht überschreiten:

- 90 mg Sauerstoff pro Liter für eine Fabrik, die mindestens 15 000 t Rüben pro Tag behandelt;

- 120 mg Sauerstoff pro Liter für eine Fabrik, die weniger als 15 000 t Rüben pro Tag behandelt;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 450 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 90 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0.5 ml pro Liter im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden nicht überschreiten;

6° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

8° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30°C nicht überschreiten;

9° der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 12 mg N pro Liter nicht überschreiten;

10° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

11° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

**Art. 6** - Die Ableitung des Abwassers aus den Rübensaftfabriken in das gewöhnliche Oberflächenwasser ist während der ersten Periode verboten.

**Art. 7** - Für das während der zweiten Periode von den Saftfabriken in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind außerdem folgende Bedingungen einzuhalten:

- der Gehalt an totalem Stickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 24 mg N pro Liter nicht überschreiten.

**Art. 8** - Für das während der ersten Periode von den Zuckerfabriken mit Saftfabrik in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind außerdem folgende Bedingungen einzuhalten:

- der Gehalt an totalem Stickstoff des abgeleiteten Abwassers darf folgende Werte nicht überschreiten;

- 32 mg N pro Liter für eine Fabrik, die mindestens 15 000 t Rüben pro Tag behandelt;

- 50 mg N pro Liter für eine Fabrik, die weniger als 15 000 t Rüben pro Tag behandelt.

**Art. 9** - Für das während der zweiten Periode von den Zuckerfabriken mit Saftfabrik in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind außerdem folgende Bedingungen einzuhalten:

- der Gehalt an totalem Stickstoff des abgeleiteten Abwassers darf folgende Werte nicht überschreiten:

- 50 mg N pro Liter für eine Fabrik, die mindestens 15 000 t Rüben pro Tag behandelt;

- 70 mg N pro Liter für eine Fabrik, die weniger als 15 000 t Rüben pro Tag behandelt.

**Art. 10** - Für das während der ersten Periode von den Zuckerfabriken ohne Saftfabrik in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind außerdem folgende Bedingungen einzuhalten:

- der Gehalt an totalem Stickstoff des abgeleiteten Abwassers darf folgende Werte nicht überschreiten:

- 32 mg N pro Liter für eine Fabrik, die mehr als 1 000 t Zucker pro Tag herstellt;

- 50 mg N pro Liter für eine Fabrik, die weniger als 1 000 t Zucker pro Tag herstellt.

**Art. 11** - Für das während der zweiten Periode von den Zuckerfabriken ohne Saftfabrik in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind außerdem folgende Bedingungen einzuhalten:

- der Gehalt an totalem Stickstoff des abgeleiteten Abwassers darf folgende Werte nicht überschreiten:

- 50 mg N pro Liter für eine Fabrik, die mehr als 1 000 t Zucker pro Tag herstellt;

- 70 mg N pro Liter für eine Fabrik, die weniger als 1 000 t Zucker pro Tag herstellt.

Unterabschnitt II: Bedingungen für die Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

**Art. 12** - Die Ableitung von Abwasser in die öffentlichen Kanalisationen ist verboten.

## Unterabschnitt III — Referenzvolumen

**Art. 13** - Es gelten folgende Referenzvolumen:

- Rübensaftfabriken: 220 l pro Tonne behandelter Rüben;
- Zuckerfabriken mit Saftfabrik: (erste Periode): 550 l pro Tonne behandelter Rüben;
- Zuckerfabriken mit Saftfabrik: (zweite Periode): 220 l pro Tonne behandelter Rüben;
- Zuckerfabriken ohne Saftfabrik: (erste Periode): 950 l pro Tonne behandelter Rüben;
- Zuckerfabriken ohne Saftfabrik: (zweite Periode): 80 l pro Tonne behandelter Rüben.

**Art. 14** - Wenn eine Saftfabrik dieses Abwasser über die Zuckerfabrik ableitet, mit der sie verbunden ist, gilt für die Zuckerfabrik ohne Saftfabrik die Summe der Referenzvolumen der Zuckerfabrik ohne Saftfabrik und der für den betreffenden Tonnengehalt von Rüben verbundenen Saftfabrik als Referenzvolumen.

## Abschnitt III — Ableitungsbedingungen für den Untersektor II

## Unterabschnitt I — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser

**Art. 15** - Für das in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6,5 und 9 liegen. Wenn das Abwasser aus der Benutzung eines gewöhnlichen Oberflächenwassers und/oder Grundwassers stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Wassers, wenn er über 9 oder unter 6,5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Abwassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 30 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 105 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 ml pro Liter im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden nicht überschreiten;

6° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

8° der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg N pro Liter nicht überschreiten;

9° der Gehalt an totalem Stickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 30 mg N pro Liter nicht überschreiten;

10° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;

11° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

12° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

## Unterabschnitt II — Bedingungen für die Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

**Art. 16** - Die Ableitung des Abwassers in die öffentlichen Kanalisationen ist verboten.

## Unterabschnitt III — Referenzvolumen

**Art. 17** - Das Referenzvolumen entspricht 3 m<sup>3</sup> pro Tonne des Endprodukts.

## Abschnitt IV — Ableitungsbedingungen für den Untersektor III

**Art. 18** - Hinsichtlich der Ableitungen für den Untersektor III, wird das Jahr in zwei Perioden eingeteilt:

- erste Periode: vom 15. August bis zum 14. Januar;

- zweite Periode: vom 15. Januar bis zum 14. August.

## Unterabschnitt I — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser

**Art. 19** - Für das während der ersten Periode in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6,5 und 9 liegen. Wenn das Abwasser aus der Benutzung eines gewöhnlichen Oberflächenwassers und/oder Grundwassers stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Wassers, wenn er über 9 oder unter 6,5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Abwassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20°C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 275 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 ml pro Liter im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden nicht überschreiten;

6° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;



8° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;

9° der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 6 mg N pro Liter nicht überschreiten;

10° der Gehalt an totalem Stickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 27 mg N pro Liter nicht überschreiten;

11° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

12° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten;

**Art. 20** - Für das während der zweiten Periode in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6.5 und 9 liegen. Wenn das Abwasser aus der Benutzung eines gewöhnlichen Oberflächenwassers und/oder Grundwassers stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Wassers, wenn er über 9 oder unter 6.5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Abwassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20°C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 100 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 450 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 120 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0.5 ml pro Liter im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden nicht überschreiten;

6° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

8° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30°C nicht überschreiten;

9° der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 12 mg N pro Liter nicht überschreiten;

10° der Gehalt an totalem Stickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 50 mg N pro Liter nicht überschreiten;

11° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

12° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

#### Unterabschnitt II — Bedingungen für die Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

**Art. 21** - Die Ableitung von Abwasser in die öffentlichen Kanalisationen ist verboten.

#### Unterabschnitt III — Referenzvolumen

**Art. 22** - Das Referenzvolumen entspricht 650 l pro Tonne behandelten Rohstoffs während der ersten Periode und 250 l pro Tonne behandelten Rohstoffs während der zweiten Periode.

#### Abschnitt V — Ableitungsbedingungen für den Untersektor IV

##### Unterabschnitt I — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser

**Art. 23** - Für das in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6.5 und 9 liegen. Wenn das Abwasser aus der Benutzung eines gewöhnlichen Oberflächenwassers und/oder Grundwassers stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Wassers, wenn er über 9 oder unter 6.5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Abwassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20°C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 50 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 375 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 120 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0.5 ml pro Liter im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden nicht überschreiten;

6° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

8° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30°C nicht überschreiten;

9° der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 9 mg N pro Liter nicht überschreiten;

10° der Gehalt an totalem Stickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 40 mg N pro Liter nicht überschreiten;

11° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

12° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochtrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

Unterabschnitt II — edingungen für die Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

**Art. 24** - Die Ableitung von Abwasser in die öffentlichen Kanalisationen ist verboten.

Unterabschnitt III — Referenzvolumen

**Art. 25** - Das Referenzvolumen entspricht 15 m<sup>3</sup> pro Tonne des Endprodukts.

*Abschnitt VI — Analyse- und Probenahmemethoden*

**Art. 26** - Die für die Probenahmen sowie für die Analysen von allen in den Artikeln 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 15, 19, 20 und 23 der vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen angeführten Parametern zu verfolgenden Methoden sind diejenigen, die gegenwärtig von dem Referenzlaboratorium der Wallonischen Region angewandt und genehmigt werden.

*Abschnitt VII — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 27** - Der Königliche Erlass vom 2. Oktober 1986 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung des Abwassers aus der Zuckerindustrie, sowie der Rübensaftfabriken in das gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentlichen Kanalisationen wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 28** - Für die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehenden Betriebe kann die zuständige Behörde weniger strenge Sonderbedingungen als die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen vorschreiben. Diese Sonderbedingungen werden jedoch mindestens mit der vorhergehenden Genehmigung gleichgestellt. Die Gültigkeitsdauer dieser Sonderbedingungen darf den 31. Oktober 2007 nicht überschreiten.

**Art. 29** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Februar 2003 in Kraft.

**Art. 30** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Januar 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 959

[2003/200317]

**16 JANUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden inzake watergebruik bij de vervaardiging van suiker**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, uitgebracht op 15 februari 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 25 september 2002,

Besluit :

ENIG HOOFDSTUK. — *Toepassingsgebied en lozingsvoorwaarden*

*Afdeling I. — Toepassingsgebied.*

**Artikel 1.** Deze voorwaarden zijn van toepassing op de activiteiten en installaties die ingedeeld zijn onder rubriek 15.83 : vervaardiging van suiker.

Deze voorwaarden zijn niet van toepassing op lozingen van afvalwater die voortvloeien uit :

1° de productie van lactose;

2° de vervaardiging van glucose, glucosestroop, maltose;

3° de vervaardiging van synthetische zoetstoffen.

Voor de toepassing van dit besluit wordt de sector onderverdeeld in de volgende subsectoren :

1° subsector I : rasperijen en suikerfabrieken, die volgende rubrieken omvatten :

- nr. 15.83.01 : bietenrasperijen;

- nr. 15.83.02 : suikerfabrieken met rasperi;

- nr. 15.83.03 : suikerfabrieken zonder rasperi (sapverwerking);

2° subsector II : suikerraffinaderijen, rubriek 15.83.04;

3° subsector III : fabrieken voor de vervaardiging van inulien, rubriek nr 15.83.05 en fabrieken voor de vervaardiging van oligofruuctose en fructose;

4° subsector IV : raffinaderijen voor oligofruuctose.

**Art. 2.** De in dit hoofdstuk vermelde maximale concentraties worden vastgelegd op grond van monsteranalyses over 24 uur. Monsters worden altijd gefilterd voor ze geanalyseerd worden (uitgezonderd monsters voor analyse van zwevende stoffen).

Indien het analyseresultaat voor een genormeerde parameter de norm met minder dan 20 % overschrijdt, wordt een nieuw monster geanalyseerd over 24 uur. Indien het analyseresultaat voor dezelfde parameter de norm niet overschrijdt, wordt de norm in acht genomen.

**Art. 3.** Wat betreft de lozingen voor subsector I, wordt het jaar opgesplitst in twee perioden :

- eerste periode : van 1 september tot 31 januari;
- tweede periode : van 1 februari tot 31 augustus.

*Afdeling II. — Lozingsvoorwaarden voor subsector I*

Onderafdeling I. — Voorwaarden voor lozingen in gewoon oppervlaktewater

**Art. 4.** Industrieel afvalwater dat gedurende de eerste periode in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6,5 en 9. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6,5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan :

- 35 mg per liter voor fabrieken die minstens 15 000 t bieten per dag verwerken;
- 45 mg per liter voor fabrieken die minder dan 15 000 t bieten per dag verwerken;

3° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan :

- 135 mg per liter voor fabrieken die minstens 15 000 t bieten per dag verwerken;
- 160 mg per liter voor fabrieken die minder dan 15 000 t bieten per dag verwerken;

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg per liter;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 0,5 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

7° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

8° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;

9° het gehalte aan ammoniumstikstof is niet hoger dan 12 mg N per liter;

10° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

11° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

**Art. 5.** Industrieel afvalwater dat gedurende de tweede periode in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6,5 en 9. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6,5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan :

- 90 mg per liter voor fabrieken die minstens 15 000 t bieten per dag verwerken;
- 120 mg per liter voor fabrieken die minder dan 15 000 t bieten per dag verwerken;

3° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan 450 mg per liter;

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 90 mg per liter;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 0,5 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

7° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

8° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;

9° het gehalte aan ammoniumstikstof is niet hoger dan 12 mg N per liter;

10° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

11° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

**Art. 6.** De lozing van afvalwater afkomstig uit bietenrasperijen in gewoon oppervlaktewater is verboden gedurende de eerste periode.

**Art. 7.** Industrieel afvalwater dat gedurende de tweede periode in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd door rasperijen, voldoet bovendien aan de volgende voorwaarde :

- het gehalte aan totaal stikstof is niet hoger dan 24 mg N per liter.

**Art. 8.** Industrieel afvalwater dat gedurende de eerste periode in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd door suikerfabrieken met rasperij, voldoet bovendien aan de volgende voorwaarden :

het gehalte aan totaal stikstof is niet hoger dan :

- 32 mg N per liter voor fabrieken die meer dan 15 000 t bieten per dag verwerken;
- 50 mg N per liter voor fabrieken die minder dan 15 000 t bieten per dag verwerken.

**Art. 9.** Industrieel afvalwater dat gedurende de tweede periode in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd door suikerfabrieken met rasperij, voldoet bovendien aan de volgende voorwaarden :

het gehalte aan totaal stikstof is niet hoger dan :

- 50 mg N per liter voor fabrieken die meer dan 15 000 t bieten per dag verwerken;
- 70 mg N per liter voor fabrieken die minder dan 15 000 t bieten per dag verwerken.

**Art. 10.** Industrieel afvalwater dat gedurende de eerste periode in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd door suikerfabrieken zonder rasperij, voldoet bovendien aan de volgende voorwaarden :

het gehalte aan totaal stikstof is niet hoger dan :

- 32 mg N per liter voor fabrieken die meer dan 1 000 t suiker per dag vervaardigen;
- 50 mg N per liter voor fabrieken die minder dan 1 000 t suiker per dag vervaardigen.

**Art. 11.** Industrieel afvalwater dat gedurende de tweede periode in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd door suikerfabrieken zonder rasperij, voldoet bovendien aan de volgende voorwaarden :

- het gehalte aan totaal stikstof is niet hoger dan :
- 50 mg N per liter voor fabrieken die meer dan 1 000 t suiker per dag vervaardigen;
- 70 mg N per liter voor fabrieken die minder dan 1 000 t suiker per dag vervaardigen.

#### Onderafdeling II. — Voorwaarden voor lozingen in openbare rioleringen

**Art. 12.** De lozing van afvalwater in openbare rioleringen is verboden.

#### Onderafdeling III. — Referentievolumes

**Art. 13.** Het referentievolume bedraagt :

- voor bietenrasperijen : 220 l per ton verwerkte bieten;
- voor suikerfabrieken met rasperij (eerste periode) : 550 l per ton verwerkte bieten;
- voor suikerfabrieken met rasperij (tweede periode) : 220 l per ton verwerkte bieten;
- voor suikerfabrieken zonder rasperij (eerste periode) : 950 l per ton verwerkte bieten;
- voor suikerfabrieken zonder rasperij (tweede periode) : 80 l per ton verwerkte bieten.

**Art. 14.** Indien een rasperij dat afvalwater loost via de suikerfabriek waarmee ze verbonden is, is het referentievolume van de suikerfabriek zonder rasperij gelijk aan de som van haar eigen referentievolume en van dat van de rasperij verbonden wat betreft bedoelde tonnage bieten.

#### Afdeling III. — Lozingsvoorwaarden voor subsector II

##### Onderafdeling I. — Voorwaarden voor lozingen in gewoon oppervlaktewater

**Art. 15.** Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6,5 en 9. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6,5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 30 mg per liter;

3° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan 105 mg per liter;

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg per liter;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 0,5 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

7° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

8° het gehalte aan ammoniumstikstof is niet hoger dan 3 mg N per liter;

9° het gehalte aan totaal stikstof is niet hoger dan 30 mg N per liter;

10° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;

11° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

12° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochtterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

#### Onderafdeling II. — Voorwaarden voor lozingen in openbare rioleringen

**Art. 16.** De lozing van afvalwater in openbare rioleringen is verboden.

#### Onderafdeling III. — Referentievolumes

**Art. 17.** Het referentievolume bedraagt 3 m<sup>3</sup> per ton eindproduct.

#### Afdeling IV. — Lozingsvoorwaarden voor subsector III

**Art. 18.** Wat betreft de lozingen voor subsector III, wordt het jaar opgesplitst in twee perioden :

- eerste periode: van 15 augustus tot 14 januari;

- tweede periode : van 15 januari tot 14 augustus.

#### Onderafdeling I. — Voorwaarden voor lozingen in gewoon oppervlaktewater

**Art. 19.** Industrieel afvalwater dat gedurende de eerste periode in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6,5 en 9. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6,5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 60 mg per liter;

3° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan 275 mg per liter;

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg per liter;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 0,5 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

7° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

8° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;

9° het gehalte aan ammoniumstikstof is niet hoger dan 6 mg N per liter;

10° het gehalte aan totaal stikstof is niet hoger dan 27 mg N per liter;

11° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

12° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochtterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

**Art. 20.** Industrieel afvalwater dat gedurende de tweede periode in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6,5 en 9. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6,5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 100 mg per liter;

3° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan 450 mg per liter;

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 120 mg per liter;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 0,5 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

7° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

8° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;

9° het gehalte aan ammoniumstikstof is niet hoger dan 12 mg N per liter;

10° het gehalte aan totaal stikstof is niet hoger dan 50 mg N per liter;

11° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

12° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochtterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

#### Onderafdeling II. — Voorwaarden voor lozingen in openbare rioleringen

**Art. 21.** De lozing van afvalwater in openbare rioleringen is verboden.

#### Onderafdeling III. — Referentievolumes

**Art. 22.** Het referentievolume per ton verwerkte grondstof bedraagt 650 l gedurende de eerste periode en 250 l gedurende de tweede periode.

#### Afdeling V. — Lozingsvoorwaarden voor subsector IV

##### Onderafdeling I. — Voorwaarden voor lozingen in gewoon oppervlaktewater

**Art. 23.** Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6,5 en 9. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6,5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 50 mg per liter;

3° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan 375 mg per liter;

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 120 mg per liter;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 0,5 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

7° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

8° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;

9° het gehalte aan ammoniumstikstof is niet hoger dan 9 mg N per liter;

10° het gehalte aan totaal stikstof is niet hoger dan 40 mg N per liter;

11° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

12° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochtterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

#### Onderafdeling II. — Voorwaarden voor lozingen in openbare rioleringen

**Art. 24.** De lozing van afvalwater in openbare rioleringen is verboden.

#### Onderafdeling III. — Referentievolumes

**Art. 25.** Het referentievolume bedraagt 15 m<sup>3</sup> per ton eindproduct.

#### Afdeling VI. — Analyse- en monsternemingstechnieken

**Art. 26.** Voor de monsternemingen en de analyse van de gezamenlijke parameters bedoeld in de artikelen 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 15, 19, 20 en 23 van deze sectorale voorwaarden wordt gebruik gemaakt van de technieken die tegenwoordig toegepast worden of goedgekeurd zijn door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest.

#### Afdeling VII. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

**Art. 27.** Het koninklijk besluit van 2 oktober 1986 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, van afvalwater, afkomstig van de suikerindustrie en de bietenrasperijen, wordt opgeheven.

**Art. 28.** Voor de inrichtingen die in werking zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan de bevoegde overheid voorzien in voorwaarden die niet zo streng zijn als deze sectorale voorwaarden. Die bijzondere voorwaarden zijn hoe dan ook gelijk aan de vorige vergunning. De geldigheidsduur ervan verstrijkt uiterlijk 31 oktober 2007.

**Art. 29.** Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2003.

**Art. 30.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET